



La société luxembourgeoise 1930-1937

On ne peut comprendre ni les motivations du ministre Bech élaborant la loi d'ordre ni les raisons de son échec au référendum du 6 juin 1937 sans connaître les traits fondamentaux de la société luxembourgeoise des années trente (1).

1. La population luxembourgeoise et ses problèmes démographiques

En 1930, le nombre des habitants du Grand-Duché de Luxembourg (2) atteint le chiffre record de 299 782. Cinq ans plus tard, le recensement de 1935 enregistre pour la première fois dans l'évolution démographique du Luxembourg contemporain un recul: la population a diminué de près de 3000 unités (2869 d'après nos calculs; 3080 d'après ceux de C. Hemmer) par rapport au recensement de 1930. Ce recul démographique général s'explique par la diminution sensible du nombre des étrangers (55831 étrangers en 1930, 38 369 en 1935, soit une diminution de 17 382), alors que le nombre des Luxembourgeois a augmenté de 14 382 unités. Les reculs démographiques les plus importants affectent surtout les villes industrielles du canton d'Esch (exemples: Rumelange-19,4%; Differdange-9,32%; Dudelange-7,4%; Esch-sur-Alzette-6,5%). Si, en 1930, le canton d'Esch comptait encore plus d'un tiers de la population totale du Grand-Duché de Luxembourg, ce tiers n'est plus atteint en 1935. L'explication de cette régression démographique réside essentiellement dans l'ampleur de la grande crise économique mondiale. A partir du début de l'année 1931, donc avec un certain retard par rapport aux pays voisins, la crise économique touche le Luxembourg. Elle révèle en même temps "la fragilité de l'économie nationale qui dépend avant tout de la conjoncture de l'acier"(3). Contrainte d'exporter la quasi-totalité de sa production sur un marché international en pleine régression, la sidérurgie luxembourgeoise voit baisser sa capacité de production d'environ 40% (1930-36). Il n'est donc guère surprenant que la crise se reflète également dans le recul des emplois dans la sidérurgie (4). En 1929, l'industrie sidérurgique et minière luxembourgeoise occupait 28 938 ouvriers; en 1935, les effectifs ouvriers ne dépassaient que péniblement la barre des 17 500 unités. Ce recul impressionnant n'entraînait pourtant pas un pourcentage élevé de chômeurs.

L'explication de ce phénomène socio-économique spécifiquement luxembourgeois réside dans le pourcentage important d'ouvriers étrangers employés dans l'industrie luxembourgeoise: en effet, la part des ouvriers étrangers dans la main-d'oeuvre totale dépassait les 40% en 1930; en 1937, elle n'était plus que de 22%. La crise économique frappe donc de préférence les ouvriers étrangers. Licenciés, sans perspective réelle d'embauchement,

ils quittent le pays. C'est donc bien le pourcentage important d'ouvriers étrangers qui a joué "une fonction de soupape de sûreté" (5). Selon le géographe allemand H. Quasten, cette soupape de sûreté a été créée expressément par la législation sociale luxembourgeoise: "Die meisten Ausländer konnten im Grossherzogtum nur aufgrund einer 'autorisation de travail' arbeiten, die jährlich erneuert werden musste. Die luxemburgischen Arbeiter wurden vor der ausländischen Konkurrenz geschützt" (6).

L'économiste luxembourgeois C. Hemmer souligne que: "...la réglementation de l'emploi de main-d'oeuvre étrangère est sévère ...", et que "L'autorisation d'embaucher de la main-d'oeuvre étrangère n'est accordée que dans le cas où ... aucun ouvrier luxembourgeois susceptible d'occuper un des emplois vacants n'est sans travail" (7).

L'utilisation de la main-d'oeuvre étrangère comme soupape de sécurité explique donc en grande partie le fait que la population d'origine luxembourgeoise fut moins durement touchée que les populations des pays voisins. Insistons d'autre part sur le fait que l'exode des ouvriers étrangers (italiens surtout) renforce sensiblement l'homogénéité socio-culturelle du monde ouvrier luxembourgeois. En 1937, 80% des ouvriers travaillant sur le territoire national sont d'origine luxembourgeoise; contre 65% en 1929. Nous assistons donc vers le



in: Fayot, Sozialismus in Luxemburg

milieu des années 30 à un changement structurel d'importance primordiale et dans la classe ouvrière luxembourgeoise et dans la société toute entière.

A cet exode des ouvriers étrangers s'ajoute un second exode qui, lui, influence déjà depuis la fin du 19e siècle les structures démographiques et sociales de la population luxembourgeoise: l'exode rural. Entre 1931 et 1935, les cantons où les émigrations dépassent de loin les immigrations sont par ordre d'importance: Clervaux 4004, Rodange 3559, Wiltz 3154, Echternach 3023, Grevenmacher 2973, Capellen 2564, Diekirch 1974, Mersch 1945, Remich 1613, Luxembourg-campagne 1013 et Vianden 904. Comme le canton d'Esch accuse lui aussi un recul démographique important, la Ville de Luxembourg constitue la seule et unique entité géographique dont la population a augmenté (1931-35 + 7,34%). Il y a notamment un accroissement du nombre des étrangers de 1200 unités. Mais soulignons d'autre part que la capitale a attiré durant la même période 2800 personnes venant des campagnes luxembourgeoises. C'est donc en pleine crise économique que la population agricole persiste à délaisser la campagne au profit de la ville et même au profit du canton d'Esch! Ce ne sont donc que la capitale et le canton d'Esch qui peuvent noter un accroissement de la population par suite des migrations. La population totale de la Ville de Luxembourg et du canton d'Esch constitue, et cela malgré le départ des ouvriers étrangers des centres industriels de la Haute-Alzette, plus de 52% de la population totale du Grand-Duché de Luxembourg. En d'autres termes, la bipolarisation de la société luxembourgeoise: Canton d'Esch (centre industriel) et Ville de Luxembourg—Campagne (8), n'a donc pu être remise en cause par la crise économique.

2. Société et structures sociales

Le recensement professionnel de 1935 et les statistiques des facultés imposées des années 1937/38 (9) nous permettent d'analyser, sommairement il est vrai, les structures sociales de la société luxembourgeoise (10). Une observation conduite sans préjugés montre en effet que les hommes ne sont pas, selon l'image célèbre, des individus isolés et juxtaposés comme des grains de sable. La société s'ordonne en groupes dont les limites sont toujours un peu floues, mais dont l'existence ne saurait faire de doute. L'étude démographique a vite fait apparaître le contraste entre la campagne et l'axe Esch-Luxembourg. La lecture du recensement professionnel de 1935 et les statistiques des facultés imposées font dégager surtout la hiérarchie sociale des classes. Elle n'exclut pas, dans le monde rural, une unité profonde, ne serait-ce que pour faire front aux "Minettsdäpp" et aux "Stater Harien".

L'importance des classes peut être saisie quantitativement, au moins approximativement. En 1935, 30,2% de la population active sont engagés dans l'agriculture (secteur primaire) et 43,2% de cette même population sont occupés dans l'industrie (secteur secondaire), soit plus de 2/3 de la population active. Le recensement professionnel précédent, effectué en 1907, estimait la population active agricole à 43,2% et la population active du secteur secondaire à 38,4%. Entre 1907 et 1935, le secteur secondaire (industriel) a dépassé l'agriculture "qui, malgré l'augmentation de la popula-

tion de presque 20%, a vu diminuer d'une façon considérable sa part relative, mais encore ses effectifs absolus" (11). Durant cette phase trentenaire le secteur secondaire a certes pu dépasser l'agriculture, mais la progression quantitative s'est avérée très lente et minime (+4,8% en 30 ans!). Le monde rural et le monde ouvrier semblent donc dominer quantitativement la société luxembourgeoise des années trente ... Le premier se trouve en plein déclin socio-économique depuis la fin du 19e siècle, le second vient d'être fortement secoué par la crise économique.

Peu développé à la fin du 19e siècle, sous-développé au début du 20e siècle (18,4%), le secteur tertiaire connaît entre 1907 et 1935 une expansion remarquable. Vers le milieu des années trente, 25% de la population active sont engagés dans les "services" (18,2% dans le commerce, transports, hôtels, cafés; 6,8% dans les services publics et privés); le nombre des fonctionnaires et employés passe de 5 500 à 18 382 en 28 ans.

Le renforcement du secteur tertiaire qui détermine sociologiquement l'émergence des classes moyennes mérite quelques explications. L'économiste C. Hemmer explique l'augmentation de la fonction distributive par "la concentration progressive de la population dans des centres urbains". Phénomène, qui, d'après lui, "a entraîné une multiplication des magasins de détail et des débits de boissons". Hemmer souligne en même temps que le développement du tourisme pendant l'entre-deux-guerres "a provoqué une multiplication progressive des hôtels, restaurants et pensions de famille" (12). Pour expliquer l'augmentation numérique des "cols blancs", Gilbert Trausch retient les facteurs suivants: "du fait de la création tardive de l'Etat luxembourgeois, la mise sur pied des services administratifs et leur expansion se situent en grande partie au 20e siècle. L'ampleur de l'industrialisation, l'essor de l'instruction, la politique de plus en plus interventionniste de l'Etat ... exigent une croissance continue des services" (13).

La statistique des facultés imposées en 1938 (basée sur les revenus de l'année 1937) nous permet d'aborder l'étude des structures sociales en nous basant sur le critère des revenus annuels: 59,7% des contribuables (65 624 sur 109 834) sont des salariés; 67,3% des contribuables-salariés sont des ouvriers; et 40% des ouvriers-contribuables sont affranchis de tout impôt de l'Etat parce que leurs revenus annuels (!) ne dépassent pas la barre de 8000 francs.

Les propriétaires et chefs d'exploitations agricoles, les propriétaires et chefs d'entreprises industrielles, commerciales et artisanales constituent la plus grande partie du groupe des indépendants (40% des contribuables). Ces indépendants occupent très souvent des membres de la famille dans leur entreprise, phénomène que C. Hemmer explique par la prédominance écrasante de la petite propriété terrienne (14). Ouvriers aux salaires modestes et petits propriétaires (agriculteurs, artisans, commerçants) constituent donc une large part des contribuables, et dominant ainsi la réalité socio-économique du Grand-Duché de Luxembourg dans les années trente.

2.1 Le monde rural

D'après la statistique des facultés imposées en 1938, le nombre des exploitations agricoles princi-

pales est de 12 038. 45% des exploitants possèdent en 1934 un cheval, 30% en possèdent deux. 80% des agriculteurs-exploitants travaillent seuls ou sont épaulés par des membres de la famille. Ces chiffres confirment donc la prédominance de la petite exploitation familiale dans la société rurale. Or la petite exploitation familiale, cette clé de voûte du monde rural de l'entre-deux-guerres, se trouve en pleine crise. Plusieurs facteurs y ont contribué: la crise mondiale, la rentabilité médiocre et les structures agraires archaïques expliquent en grande partie la persistance de l'exode rural, et cela malgré le renforcement du régime de protection en faveur de l'agriculture luxembourgeoise par un gouvernement bienveillant. Et ce sont les jeunes qui partent ... désertant un monde en déclin pour un monde en crise!

2.2 Le monde ouvrier

Les jeunes campagnards quittent leurs villages pour les centres industriels et pourtant ils vont rester en contact étroit avec l'ancien monde. Les géographes allemands Quasten et Schmithüsen, de même que Gilbert Trausch, soulignent l'importance des exploitations agricoles accessoires comme trait d'union entre le monde industriel et la campagne luxembourgeoise. En effet, une partie importante des ouvriers originaires des campagnes luxembourgeoises possèdent quelques lopins de terre, dont la superficie est généralement inférieure à 2 ha. Ces exploitations sont très nombreuses dans la région industrielle du pays (canton d'Esch). Selon Gilbert Trausch, "un solide noyau d'ouvriers-paysans" s'y est formé (15). Dans le cas où l'ouvrier renonce à son exploitation agricole accessoire, il semble préférer la location de ses terres à la vente pure et simple. Le phénomène de la propriété terrienne dans le monde ouvrier luxembourgeois constitue selon H. Quasten une caractéristique socio-économique spécifiquement luxembourgeoise (16). L'état actuel des connaissances en histoire sociale ne permet malheureusement pas d'évaluer quantitativement la couche sociale des ouvriers-propriétaires et de déterminer en conséquence l'impact socio-politique du même groupe dans le monde ouvrier luxembourgeois. Malgré l'inexistence de statistiques précises, H. Quasten prétend que: "die wichtigsten Merkmale eines Industrieproletariats - Besitzlosigkeit, hohe Kinderzahlen-, wies die Industriebevölkerung des Minetts zu keiner Zeit auf" (17). Cette formule essaie donc de remettre en question le phénomène de prolétarianisation du monde ouvrier luxembourgeois. Affirmation séduisante ..., mais dangereuse de par son caractère trop exclusif! La complexité socio-économique du monde ouvrier reste donc un problème ouvert pour la recherche historique luxembourgeoise. A l'heure actuelle, nous ne pouvons qu'affirmer que derrière le terme unificateur de "monde ouvrier" se cache une grande diversité de conditions.

3. En guise de conclusion

Exposer en quelques pages les traits dominants d'une société constitue une gageure flairant l'insouciance, voire même le ridicule. Plutôt que de décrire "toute" la société luxembourgeoise des années trente, nous nous sommes limités à analyser quelques aspects fondamentaux des deux piliers socio-économiques que constituent et le monde rural et le monde ouvrier.

L'un en plein déclin, l'autre en pleine crise, le monde rural aussi bien que le monde ouvrier sont bel et bien les deux grands malades de la société

luxembourgeoise des années trente. Si la paysannerie semble bénéficier du soutien financier d'un gouvernement bienveillant, le monde ouvrier, par contre, constitue une classe socialement marginalisée et politiquement dominée.

Ce n'est que vers le milieu des années trente que le monde ouvrier entame timidement son intégration sociale et politique dans la société luxembourgeoise:

1. Nous avons vu que le départ des ouvriers étrangers pendant les années de crise économique favorise la consolidation socio-culturelle du monde ouvrier.
2. Les grandes luttes que mènent conjointement les deux grands syndicats (socialiste et chrétien) pour les libertés syndicales et pour l'obtention du régime des contrats collectifs (grande manifestation du 12 janvier 1936) renforcent en même temps la cohésion socio-politique du monde ouvrier (voir l'article de Marc Lentz).

Ce sont donc à la fois l'homogénéité socio-culturelle ainsi que la cohésion socio-politique qui permettent au monde ouvrier de sortir de son isolement.

Malgré l'importance de ces bouleversements, il ne faut quand même pas perdre de vue que la société luxembourgeoise nous donne globalement l'image d'une société malade, figée et bloquée. Tel est le cadre social dans lequel se déroule le référendum du 6 juin 1937.

Claude WEY

NOTES

- ====
- (1) Nous nous basons sur la documentation statistique suivante:
 - Annuaire statistique rétrospectif du Luxembourg, 1937, Statec, Luxembourg
 - Statistique des facultés imposées, années 1937/1938, Administrations des Contributions
 - Résultats du recensement de la population du 31 décembre 1935, tomes I-III, publications de l'Office de Statistique, fascicules 69, 70, 77.
 - (2) Sur la population luxembourgeoise et ses problèmes démographiques, voir surtout:
 - Gérard Trausch, La croissance démographique du Grand-Duché de Luxembourg du XIXe siècle à nos jours, 1973.
 Sur cette question voir aussi:
 - G. Als, La population du Grand-Duché de Luxembourg, 1975.
 - G. Als, La population luxembourgeoise, in: Luxemburger Wort (Tribune libre), nov. 1970.
 - Carlo Hemmer, L'économie du Grand-Duché de Luxembourg.

T.1: Les conditions naturelles et sociales.



DOSSIER

- La production primaire, 1948; en particulier p.31-38.
T.2: La production secondaire: l'industrie sidérurgique, 1953.
- (3) Sur la crise économique, voir surtout:
- Gilbert Trausch, Le Luxembourg à l'époque contemporaine (du partage de 1839 à nos jours), 1981; en particulier p. 144-145.
- R. Bühlmann, Wirtschaftliche Entwicklung und Bedeutung der Gruben- und Eisenindustrie im Grossherzogtum Luxemburg, 1949.
- Raymond Kirsch, La croissance de l'économie luxembourgeoise, 1971
- H. Quasten, Die Wirtschaftsformation der Schwerindustrie im Luxemburger Minett, 1970.
- (4) voir aussi le graphique p.38
- (5) H. Quasten, op. cit., p.248: "Der grosse Anteil der Ausländer wirkte wie ein Sicherheitsventil."
M. Pauly, L'immigration dans la longue durée, in: Lëtzebuerg de Lëtzebuurger? Le Luxembourg face à l'immigration, 1985, p.15.
- (6) H. Quasten, op. cit., p.248.
- (7) C. Hemmer, op. cit., t.2 - p.71.
- (8) Gérard Trausch, op. cit., p.46.
- (9) voir note (1)
- (10) Sur les structures sociales, voir surtout:
- A. Heiderscheid, Aspects de sociologie religieuse du diocèse de Luxembourg. T.1: L'Infrastructure de la Société religieuse. La Société nationale, 1961. T.2: La Société religieuse. Confrontation de la Société civile avec la Société religieuse, 1962.
- C. Hemmer, op. cit.
- H. Quasten, op. cit.
- J. Schmithüsen. Das Luxemburger Land. Landesnatur, Volkstum und bäuerliche Wirtschaft. 1940.
- Gilbert Trausch, Structures et problèmes agraires du passé, série de 15 articles in: Hémécht 19 (1967) - 24 (1972).
- (11) C. Hemmer, t. 1, p. 68.
- (12) C. Hemmer, t. 1, p. 69.
- (13) Gilbert Trausch, p. 188
- (14) C. Hemmer, t. 1, p. 73.
- (15) Gilbert Trausch, p. 180.
- (16) H. Quasten, p. 165.
- (17) H. Quasten, p. 165.